

Vœu : Mise à l'abri

Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Avec les rigueurs hivernales reviennent les questions relatives à toutes celles et ceux qui vivent dans la rue, laissés pour compte d'une société où trop d'inégalités s'accroissent. Cet état de fait, aussi prévisible que Noël en décembre, est un scandale majeur indigne de la 6e puissance économique mondiale. Outre l'aspect peu reluisant que donne notre pays au reste du monde, ce scandale est en premier lieu celui d'une loi du marché incapable, sur ce sujet comme tant d'autres, de répondre aux besoins de nos concitoyens.

Chers collègues, nous nous souvenons tous de la promesse du candidat à la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron, qui disait ne plus vouloir, d'ici à la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues. D'après les estimations, de près de 150 000 personnes sans domicile, nous serions passés à plus de 330 000, quand désormais plus de 4 millions de nos concitoyens sont considérés comme mal logés en France. L'échec cuisant de la politique macroniste en direction des sans-abris n'est que la partie la plus visible d'une politique du logement laissée au soubresaut du marché de l'immobilier, lui-même confronté aux fluctuations réglementaires, à l'inflation des prix des matériaux, à la hausse des taux d'intérêt, qui nourrit in fine une baisse de la demande.

Face à cette situation dramatique, la métropole se mobilise pour tenter de répondre à la crise. C'est en cet état d'esprit que nous avons constitué notamment un fonds de soutien pour la lutte contre le sans-abrisme, que nous contribuons aussi à inverser la tendance à travers notre plan de relance ayant déjà permis de débloquer plusieurs dizaines d'opérations. Car c'est en effet l'ensemble du parcours résidentiel qui est aujourd'hui grippé, avec 40 000 demandes de logements sociaux en attente sur notre territoire métropolitain.

C'est pourquoi nous, élus communistes, recommandons un choc de construction pour le logement libre comme pour le logement social, accompagné d'un plan de rénovation à l'échelle du pays. Nous revendiquons par ailleurs le transfert en direction des municipalités du pouvoir de réquisition, notamment des logements laissés vides pour nourrir des rentes spéculatives. C'est dans ce contexte aussi que nous demandons à refondre le partenariat entre l'État et les bailleurs, victimes de ponctions indues et néfastes qui n'ont que trop duré.

Nous apportons par ailleurs tout notre soutien aux préconisations en faveur d'un encadrement des loyers dans les zones en tension du territoire de notre métropole, revendication, vous le savez, de longue date du groupe des élus communistes et républicains. À l'inverse des logiques libérales à l'œuvre dans le secteur, nous sommes en effet de ceux qui revendiquent une plus grande implication des pouvoirs publics, plus de régulation du secteur, plus de logements sociaux, et cela notamment pour les communes encore à la traîne dans notre agglomération.

Nous soutenons en effet un modèle du logement accessible, ouvert au plus grand nombre, meilleur instrument pour lutter contre les phénomènes de ghettoïsation aujourd'hui à l'œuvre, permettant à ceux qui font nos villes d'y vivre et de s'y épanouir, et lutter ainsi durablement contre la double peine que vivent les travailleurs de nos villes, chassés des centres urbains par la hausse des prix, devant alors assumer de longs trajets domicile-travail, aussi néfastes pour leur porte-monnaie que pour l'environnement.

C'est en effet avec une vision d'ensemble, impliquant tous les acteurs associatifs, institutionnels et privés, que nous envisageons la lutte contre le sans-abrisme, en alliant réponse systémique et de proximité.

Nous voterons donc ce vœu.

Je vous remercie de votre attention.